

ÉDITORIAL

Mesdames, Messieurs,

Bienvenue dans ce premier numéro de la Lettre Juridique des avocats du Réseau Elcy.

Tous les trois mois, nous sélectionnons pour vous les actualités les plus marquantes dans les différents domaines de compétences des avocats membres du Réseau Elcy.

Bonne lecture,

Le Réseau Elcy Avocats

DROIT SOCIAL

Licenciement d'une salariée enceinte : le silence sur la grossesse ne peut jamais constituer une faute

Par un arrêt du 3 juin 2026 (Cass. soc., 3 juin 2026, n°24-22.719), la Cour de cassation réaffirme la protection dont bénéficie la salariée enceinte et rappelle un principe essentiel : elle n'a aucune obligation de révéler son état de grossesse à son employeur.

→ [Cass. soc., 3 juin 2026, n°24-22.719](#)

Harcèlement sexuel : un salarié peut être victime sans être directement visé par les propos

Par un arrêt du 28 mai 2026 (Cass. soc., 28 mai 2026, n°24-22.754), la Cour de cassation adopte une conception large du harcèlement sexuel en entreprise et renforce la protection des salariés confrontés à un environnement de travail dégradant.

→ [Cass. soc., 28 mai 2026, n°24-22.754](#)

DROIT DE LA FAMILLE

Pensions alimentaires : une intermédiation financière automatique et sans recours

Par un arrêt du 15 avril 2026 (Cass. civ. 1ère, 15 avril 2026, n°24-15.373), la Cour de cassation confirme le caractère automatique de l'intermédiation financière des pensions alimentaires... ainsi que l'impossibilité de la contester.

→ [Cass. civ. 1ère, 15 avril 2026, n°24-15.373](#)

Placement d'un mineur : audition et renouvellement de la mesure après expiration

Par un arrêt du 15 avril 2026 (Cass. civ. 1ère, 15 avril 2026, n°25-14.116), la Cour de cassation apporte des précisions importantes sur les pouvoirs du juge des enfants et le cadre des mesures de placement.

→ [Cass. civ. 1ère, 15 avril 2026, n°25-14.116](#)

DROIT IMMOBILIER

Logement décent : distinction entre exécution forcée et action indemnitaire

Par un arrêt du 4 juin 2026 (Cass. civ. 3ème, 4 juin 2026, n°24-11.437), la Cour de cassation apporte une précision importante sur les droits du locataire confronté à un logement indécents.

→ [Cass. civ. 3ème, 4 juin 2026, n°24-11.437](#)

Copropriété : le délai de contestation court dès la première présentation du recommandé

Le 16 avril 2026, la Cour de cassation a rendu un arrêt (Cass. civ. 3ème, 16 avril 2026, n°24-18.842), confirmant une interprétation stricte du point de départ du délai de contestation des décisions d'assemblée générale.

→ [Cass. civ. 3ème, 16 avril 2026, n°24-18.842](#)

DROIT COMMERCIAL

Procédure collective : la seule unité économique ne suffit pas à caractériser la connexité des créances

Récemment, la Cour de cassation a rappelé les conditions permettant de retenir la connexité entre créances en matière de procédure collective (Cass. com., 6 mai 2026, n°23-23.937),

→ [Cass. com., 6 mai 2026, n°23-23.937](#)

Contrat clair et précis : le juge ne peut pas en modifier la portée

Par un arrêt du 13 mai 2026 (Cass. com., 13 mai 2026, n°25-10.491), la Cour de cassation rappelle une règle essentielle du droit des contrats : lorsqu'une clause est claire et dépourvue d'ambiguïté, le juge ne peut pas en rechercher une interprétation différente.

→ [Cass. com., 13 mai 2026, n°25-10.491](#)

DROIT DES ASSURANCES

La responsabilité contractuelle de droit commun écartée dans le cadre d'assurance dommages-ouvrage

Par un arrêt du 28 mai 2026 (Cass. civ. 3ème, 28 mai 2026, n°24-10.463), la Cour de cassation rappelle le caractère exclusif du régime de sanctions applicable en matière d'assurance dommages-ouvrage.

→ [Cass. civ. 3ème, 28 mai 2026, n°24-10.463](#)

Doublement du taux légal : une sanction distincte des intérêts moratoires

Par un arrêt du 18 juin 2026 (Cass. civ. 2ème, n°24-21.811), la Cour de cassation rappelle que les intérêts au taux légal et le doublement du taux légal ne poursuivent pas le même objectif et peuvent donc faire l'objet de demandes distinctes.

→ [Cass. civ. 2ème, 18 juin 2026, n°24-21.811](#)

DROIT PENAL

Justice pénale des mineurs : une différence de traitement jugée conforme à la Constitution

Par une décision du 5 juin 2026 (QPC n° 2026-1202), le Conseil constitutionnel confirme que les victimes ne bénéficient pas des mêmes règles procédurales selon que l'irresponsabilité pénale de l'auteur résulte d'un trouble mental ou de l'absence de discernement d'un mineur.

→ [Décision n° 2026-1202 QPC du 5 juin 2026](#)

Les cabinets membres du Réseau Elcy

29 cabinets, 10 régions : une implantation au plus près de vous, partout en France.



ÎLE-DE-FRANCE

- [Meaux](#)
- [Melun](#)
- [Montreuil](#)
- [Paris-Pontoise](#)
- [Paris-Rivoli](#)
- [Paris-Royale](#)
- [Pontoise](#)
- [Vincennes](#)

BRETAGNE

- [Brest](#)
- [Quimper](#)

CENTRE-VAL DE LOIRE

- [Chartres](#)

DROM

- [Pointe-à-Pitre](#)

PAYS DE LA LOIRE

- [Angers](#)
- [Laval](#)
- [Le Mans](#)
- [Nantes](#)
- [Les Sables d'Olonne](#)

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

- [Avignon](#)
- [Draguignan](#)
- [Grasse](#)
- [Toulon](#)

NOUVELLE-AQUITAINE

- [Bordeaux](#)
- [La Rochelle](#)
- [Périgueux](#)

HAUTS-DE-FRANCE

- [Compiègne](#)
- [Douai](#)

NORMANDIE

- [Alençon](#)
- [Rouen](#)

GRAND EST

- [Reims](#)